

COLLECTIF

SOLIDARITE

# GUATEMALA

N°16

SEPTEMBRE 1982

5 F



40 P. 12325

## ETAT DE SIEGE:



### ce qu'il

### faut

### savoir

40 P. 12325

# ABONNEZ VOUS

Au moment où l'histoire du Guatemala rentre dans une période cruciale, la lutte de ce peuple a besoin, plus que jamais, de notre soutien et de notre solidarité. Ce nouveau bulletin "Solidarité Guatemala", vous permettra, nous l'espérons, de suivre le déroulement des luttes populaires dans ce pays.

C'est pourquoi, nous avons adopté la formule de l'abonnement, ceci étant le seul moyen de pouvoir assumer les frais que la parution de ce bulletin implique. Nous sommes sûrs que vous nous soutiendrez dans cette tâche, et que vous vous abonnerez.

10 numéros ..... 50 F.  
Abonnement de soutien.. 70 F. ou  
Plus

chèques à l'ordre de:

Collectif Guatemala



Nom : ..... Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Je m'abonne et je paye ..... F

Je désire entrer en contact avec un comité de ma région.

OUI NON

Le COLLECTIF GUATEMALA est une association dont le but est de promouvoir la solidarité, non pas avec une ou plusieurs organisations guatémaltèques, mais avec TOUS ceux qui luttent pour le renversement de la dictature, et pour l'instauration d'un gouvernement REVOLUTIONNAIRE, POPULAIRE ET DEMOCRATIQUE.

COLLECTIF GUATEMALA  
67, rue du Theatre  
75015

tel. 579-67-57

Permanence tous les Joudis  
à partir de 17h00 .

INTERVENTION US  
NON!



## EDITORIAL

"La possibilité d'avoir sur-estimé, par duplication des cas, ou sous-estimé, par manque d'information, doit être prise en compte". En tout, 2,186; d'autres estimations parlent de 3,000 et même de 4,000 pour le trimestre compris entre le 23 mars et la fin juin.

Mais, de quoi parle t'on?

La première estimation correspond au dernier rapport d'Amnesty International: "GUATEMALA. Exécutions Massives dans la campagne sous le Gouvernement du Général Efraïn Ríos Montt; -- Special Briefing; Juillet 1982". D'autres organismes humanitaires ou religieux comme Justice et Paix, ainsi que les organisations populaires et révolutionnaires comme le "Comité Guatémaltèque d'Unité Patriotique" (CGUP) et l'"Unité Révolutionnaire National Guatémaltèque" (URNG), sont plus pessimistes; c'est-à-dire qu'ils donnent de plus -- grands chiffres.

Mais, qu'importe. Nous sommes -- obligés de parler le langage des chiffres quand nous voudrions parler de Francisco Sis Osorio et ses douze compagnons assassinés le 3 avril à Nicabaj, Rabinal; et de Victor Tzoy Tiu, Matéo Tun,..., et 20 autres à Semeja, Chichicastenango; et de Macedonia Solis, Adela Solis,..., tous les Solis à Macanché, Flores, département du Petén; et ainsi, avant et après le coup d'état du 23 -- mars... le 24 à Sacatalji, Crumax, San Isidro et Samuc, département de Alta -- Verapaz; le 27 à Las Pacayas, Cistram, El Rancho Quixal et Chiyuc, aussi d'Alta Verapaz,..., le 26, le 31,..., le 3 avril, le 5, 6, 7, 12,..., avril,..., le 2, 3, 7,..., 10, 20,... Mai,..., Juin, à Quiché, Huehuetenango, Solola, Chimaltenango,..., L'Occident Indien et le Petén au Nord.

Le terrorisme d'Etat est partout, mais dans ces régions il atteint un -- autre niveau et, alors, c'est là que les chiffres parlent, qu'ils sont investis d'une signification particulière. Ils nous conduisent de l'assassinat, froid et sélectif des opposants,... au génocide.

Des hameaux, des villages sont rasés, effacés de la carte; des milliers de paysans indiens sont déplacés, en quête de refuge, vers le Mexique ou d'autres départements moins touchés par la répression. Là aussi les chiffres parlent: 120,000...250,000...400,000 réfugiés au Mexique. Plus d'un million de personnes qui ont quitté leur foyer pour

échapper aux "milices d'autodéfense civile" qui rappellent les célèbres milices d'"orden" au Salvador et qui dans beaucoup de cas sont des soldats habités en civil.

Nous sommes contraints, donc, à vous avancer des chiffres. Nous sommes conscients des dangers que ceci représente dans un monde noyé dans l'abstraction des nombres. Mais nous ne pouvons rien car plus que jamais nous devons -- faire parler les chiffres.

Oui, il s'agit bien de génocide.

Mais à quelles sombres desseins répondent les bourreaux du peuple guatémaltèque? S'agit-il des délires d'un -- fou ou d'un groupe de fous? La réponse est en fait beaucoup plus simple et c'est le "chef" de l'état lui même et son -- attaché de presse qui vont éclaircir le supposé mystère. Dans un reportage paru dans le New York Times (20 juillet 1982), Alain Narin rend compte de ses interviews avec les personnages cités. En réponse aux questions concernant la participation de l'armée dans les tueries des civils désarmés, le Général Ríos Montt déclara: "Le problème de la guerre ne -- concerne pas seulement ceux qui sont en train de tirer, mais plutôt, le fait que derrière chaque tireur il y a 10 personnes qui travaillent pour lui". Sont -- attaché de Presse, M. Francisco Bianchi, expliquait: "La guérilla a conquis beaucoup de collaborateurs parmi les indiens, alors, les indiens sont des subversifs, n'est-ce-pas? Et comment faites vous -- pour combattre la subversion? De toute évidence il faut tuer des indiens car -- ils sont en train de collaborer avec la subversion. Après on dira qu'on est en train de tuer des innocents; mais ils ne sont pas des innocents, ils se sont vendus à la subversion".

En faite, ce qui est nouveau ce ne sont pas les massacres. C'est leur intensité, leur extension, leur persistance..., et le soin que les nouvelles "autorités" mettent à son réalisation.

Les chiffres doivent alors parler !! Combien en faudra-t-il encore -- pour que le monde réagisse.

On doit tout faire pour briser le silence et l'indifférence qui entoure le drame et la lutte du peuple guatémaltèque. La rentrée 1982 sera celle de la LUTTE CONTRE LES MASSACRES au -- Guatemala..., aider la lutte du peuple guatémaltèque passe en ce moment par FAIRE PARLER LES CHIFFRES !!

## MEFIONS-NOUS DU GUIGNOL !!



● EFRAIN RIOS MONTT

«Ce n'est pas pour rien si Dieu n'est pas avec nous en ce moment. Notre nation a besoin d'amour. Notre pays a besoin de paix et d'amour...» Qui est cette honorable personne aux paroles si sages ? Qui est ce nouveau prophète apparu sur les petits écrans au Guatemala le soir du coup d'état du 23 mars 1982, vêtu d'une tenue militaire de camouflage ? Qui est ce vénérable croyant parmi les croyants qui proclame à qui veut bien l'entendre que son but est de construire «une nation par Dieu, avec Dieu et pour Dieu» et qui pour ce faire a, dès le 23 mars, déclaré l'abrogation de la Constitution, la dissolution du Congrès et des partis politiques ?

Ce dictateur mystique, nouvelle formule, c'est EFRAIN RIOS MONTT, disciple de la secte «l'Eglise Évangélique du Verbe», secte qui est la filiale guatémaltèque du Gospel Outreach (Attendre l'Évangélique) dont le siège se trouve à Eureka en Californie. Secte créée au lendemain du tremblement de terre de 1976 à l'initiative de missionnaires nord-américains. Aux dernières nouvelles, il semblerait qu'elle soit plus ou moins plutôt plus que moins, infiltrée par des agents de la CIA. Mais Rios Montt n'est pas seulement un illuminé qui prête à sourire. Il a été chef de l'État major Général de l'armée guatémaltèque

et représentant du Guatemala au Conseil Inter-Américain de Défense à Washington. Sa responsabilité dans le massacre de Samsirisy en Mai 1973 ne l'empêche pas de se présenter aux «élections» présidentielles de 1974 comme candidat de la Démocratie Chrétienne dont il représente la tendance la plus à droite. Bien qu'il soit apparu clairement qu'il était à même de gagner les élections, les autorités ont une fois de plus, dirigé la barque de la démocratie à leur façon et ont évincé Rios Montt. «Pour couper court aux activités politiques du général Rios Montt et aux manifestations de ses partisans, le haut commandement de l'armée l'avait rappelé au service actif moins de quinze jours après le scrutin. En militaire discipliné, le candidat de l'opposition s'était incliné et était rentré dans le rang !» (Le Monde, 26 mars 1982). Quelques semaines plus tard, Montt était nommé attaché militaire en Espagne. Il est sûr qu'avec ce type d'«opposant», les généraux au pouvoir au Guatemala n'ont pas trop d'inquiétude à se faire !

Pourtant c'est bien Rios Montt qui semble diriger le coup d'État du 23 mars 1982. «Semble» est bien le mot. En fait, il n'a rien dirigé du tout. Les putschistes sont allés le chercher à l'école de sa secte et l'ont ramené au palais présidentiel. Pourquoi lui ? Est-ce que effectivement «la figure de Rios Montt contribue à «adoucir» l'image du nouveau gouvernement militaire» (Barricada International 26 mars 1982) auquel Mario Sandoval Alarcon, leader du MLN (extrême-droite) apporte «tout son appui» ? Il est clair que le but de cette mise en avant de Rios Montt était de convaincre l'opinion internationale (à commencer par le congrès U.S. qui depuis plusieurs années s'oppose à une aide DIRECTE au Guatemala) que quelque chose (! ?) avait changé au Guatemala depuis le 23 mars. On ne peut que voir en cet homme pieux, la victime de la fraude électorale de 1974, le défenseur de la démocratie et le pourfendeur des politicards.

Ce divin personnage ne nous a-t-il pas promis le retour à la «moralité», ne nous a-t-il pas expliqué que «l'armée est tout à fait capable de gouverner le pays» et de faire cesser «le manque de

respect aux droits de l'homme» qui sévissait sous «le régime corrompu du général Romeo Lucas» évincé le 23 mars ? Ne nous a-t-il pas promis que des élections «pourraient avoir lieu dans un ans» ? Notre ayatollah, dont le coup d'État a été applaudi par les trois candidats «battus» aux élections, n'a-t-il pas reçu les chaudes félicitations de Napoléon Duarte, président démocrate-chrétien de la junte salvadorienne, bien connu lui aussi pour ses idées «libérales et démocratiques» ? N'est-ce pas Rios Montt qui a annoncé une amnistie en faveur des rebelles qui se rendraient aux autorités avec leurs armes avant le 1er juillet ? Mais oui, c'est lui... et pourtant... bien que «les Guatémaltèques paraissent heureux du changement» (France-Soir, 2 avril 1982), méfions-nous du guignol !!

Des élections dans un an ? La suggestion est vite ravalée : la situation ne se prête vraiment pas à une tentative «démocratique». Le respect des droits de l'homme ? On ne dénombre que 29 massacres depuis le 13 mars : plus de 4.000 morts.. La corruption ? Les bandes para-militaires ? Va-t-on enfin les démanteler ? Non, on va seulement y mettre un peu d'ordre. Il s'agit en effet que «la lutte contre la subversion» (lire «la répression aveugle») devienne rationalisée, scientifique, propre.

Les faits son clairs : le 9 juin 1982, notre guignol dissout la Junte et s'attribue les pleins pouvoirs, pouvoir législatif compris. Voilà notre prophète président de la République et commandant en chef de l'Armée au grand désespoir de la classe politique conservatrice qui demande la création du Conseil d'État promis le 6 juin par Rios Montt et qui se fait toujours attendre par ceux qui y croient encore... comme la date des prochaines élections d'ailleurs.

Le 1er juillet, après expiration de la dite «amnistie», l'offensive générale anti-guérilla est déclenchée, les réservistes âgés de 18 à 30 ans sont appelés. La veille, l'État de Siège est décrété (décret-loi 45-82) afin de permettre de «combattre la subversion» avec plus d'efficacité. L'État de Siège, cela signifie la suspension de la Liberté d'association, de la Liberté de déplacement (des personnes et des idées). La Liberté d'information est suspendue : «la publication de nouvelles et de commentaires à propos des

activités subversives développées dans le pays est interdite, qu'elles proviennent de l'intérieur du pays ou de l'étranger. Les nouvelles ne pourront être publiées que si elles proviennent du Secrétariat des Relations Publiques de la Présidence». Ainsi le Guatemala apparaît maintenant à travers les journaux comme un petit coin de paradis sur terre malgré la suspension des partis politiques et des syndicats, de toute activité politique ou syndicale en général. Mais toutes ces mesures ont du paraître insuffisantes à Rios

Montt pour «combattre la subversion» efficacement. En effet, des tribunaux d'exception ont été mis en place. Selon le Code Pénal leur tâche est de juger dans un délai de trois jours les délits «contre la sécurité collective», «contre la sécurité de l'État» et contre l'«ordre constitutionnel».

Ainsi se déroule le processus de démocratisation dont nous parle tant Rios Montt, la voix de Dieu, avec en toile de fond des milliers et des milliers de morts (4.000 entre le 23 mars et le début de

juin). Pour sa part, le Congrès Nord-Américain a accordé début mai 1982 deux aides à la junte guatémaltèque : la première s'élevant à 250.000 dollars pour l'achat des pièces détachées et la seconde de 50.000 dollars destinée à l'instruction militaire. De plus, un projet d'aide de 50 millions de dollars est prévu pour la prochaine année budgétaire nord-américaine... Méfions-nous du guignol ; mais aussi du marionnettiste ! !

## L'ETAT DE SIEGE : UN PAS EN AVANT, UN PAS EN ARRIERE ...

Tel qu'il avait été prévu et dénoncé par l'ensemble des organisations révolutionnaires et populaires guatémaltèques, le décret d'«amnistie» ne fut que le prélude à une escalade terroriste du gouvernement de Rios Montt contre le peuple du Guatemala. En effet, l'instauration de l'état de siège juste après l'amnistie, mettait en évidence que ces deux politiques apparemment contradictoires, n'étaient que les deux faces d'une même volonté. Ces deux mesures prétendaient justifier et légaliser la répression. Comme on pouvait l'espérer, le décret d'amnistie fut un échec malgré les efforts pour présenter quelques centaines de personnes, enfants compris, comme des «guerilleros» repentis.

L'état de siège a été conçu pour légaliser la répression : en supprimant les lois préexistantes, la répression devient «légale». Mais surtout, l'état de siège signifie une sorte de déclaration formelle de guerre. Avant, sous les régimes antérieurs le niveau réel de la confrontation n'avait jamais été reconnu explicitement. Particulièrement sous le régime de Lucas Garcia ceci avait provoqué du mécontentement chez les militaires. Soldats et officiers tombaient au combat et vivaient dans un virtuel état de guerre, sans que pour autant celui-ci soit reconnu par le gouvernement. Les soldats et surtout les officiers, exigeaient la reconnaissance de leurs mérites en tant que piliers de la contre-révolution, et la reconnaissance des massacres comme



étant les batailles victorieuses pour défendre la civilisation occidentale.

Après le coup d'état du 23 mars, et spécialement par l'intermédiaire de Rios Montt, le gouvernement s'acharne à révéler à la population l'état de guerre dans lequel vit le pays. De cet état de guerre découle donc que l'hégémonie de la réaction correspond à l'armée et qu'il lui revient donc de gouverner sans être soumise aux «groupes de pression» (terminologie qu'utilise Rios Montt pour désigner les organisations patronales) ni aux partis politiques. La primauté de l'armée s'est consolidée

par la mise à l'écart les alliés civils des régimes antérieurs. Maintenant, avec l'état de siège, l'activité des partis politiques est formellement interdite ; ainsi que le droit d'association, la liberté d'expression et particulièrement la publication des nouvelles concernant la guerre et la répression.

Mais de plus, l'état de siège n'est pas conçu seulement pour faire face au mouvement révolutionnaire, mais aussi pour étouffer toute expression du mouvement populaire. L'article N° 4 du décret de l'état de siège dit laconiquement : «toute activité syndicale est suspendue



La nouvelle junte au pouvoir à Guatemala Ciudad. (DR)

pendant la durée de l'état de siège». L'article 5 dit que... «L'exécutif pourra de même, suspendre toute entité, groupement, organisation ou association, avec ou sans personnalité juridique, qui coopèrent directement ou indirectement avec les causes qui ont motivé l'application de la loi d'ordre publique...» ensuite : «L'exécutif pourra militariser les services publics et intervenir ou militariser tout service ou activité qu'il considère nécessaire, y compris les centres d'enseignement».

La suppression des droits syndicaux a comme but évident de faire supporter le poids de la crise économique sur l'ensemble des travailleurs ; de les empêcher de réagir face aux abus du patronat et des pouvoirs publics. Les organisations populaires ne pourront plus avoir accès aux «publicités» des journaux pour exprimer leurs revendications et dénonciations comme il était encore possible même sous le régime de Lucas Garcia.

Finalement, la menace de militariser les services publics ne pourrait être plus claire : elle annonce la possibilité d'une hausse des prix des transports urbains (plusieurs fois annoncée par Rios Montt et mesure qui en bien d'autres occasions a motivé de véritables soulèvements populaires).

L'état de siège est enfin une mesure de guerre psychologique dont le but est de répandre la peur dans les villes. Il essaie de créer l'impression que cette fois l'armée déploiera «vraiment» toute sa force, comme si celle-ci pouvait s'ac-

croître à coups de décrets. Toutefois, le gouvernement n'a pu résoudre aucune de ses contradictions fondamentales... Parlant de l'auto-défense des entrepreneurs Rios Montt disait : «Rendez-vous compte que nous avons une petite armée, nous avons dû mobiliser quelques hommes de plus pour aller combattre la guérilla», puis il poursuit «comme nous n'avons pas assez de policiers car beaucoup de gens ne payent pas leurs impôts, ce que nous voulons c'est que vous vous chargiez de la sécurité de vos installations... nous devons concentrer nos forces là où sont les groupes les plus forts de la guérilla et en conséquence, nous devons négliger quelques endroits». Ceci ne donne pas l'image d'une force répressive accablante. C'est pour cela que la fraction de l'armée qui est derrière Rios Montt, pourra peut-être imposer sa volonté aux politicards, aux grands riches réactionnaires et aux autres fractions de l'armée, mais leur situation est très déférente face au peuple combattant.

L'état de siège tend à s'installer, car les causes qui l'ont rendu nécessaire ne pourront pas disparaître bien au contraire. Avec l'état de siège certaines formes de lutte égale cesseront d'être possibles, mais le peuple n'a aucune raison de se plier aux normes de la dictature, et l'essence de sa lutte c'est précisément de les transgresser. Pour le mouvement révolutionnaire l'état de siège n'introduit rien de nouveau ; l'illégalité la plus absolue a toujours été la règle de la répression, et dans les plus importantes zones de guérilla il y a longtemps qu'il

n'existe d'autre pouvoir que celui du peuple organisé d'une part et celui de l'armée génocide de l'autre. Par contre, l'état de siège altère la règle du jeu entre l'armée et les classes dominantes, et au sein de l'armée elle-même. Il introduit de nouvelles contradictions et approfondit les anciennes. Sur le plan international, les velléités démocratiques dont voulait se prévaloir le régime de Rios Montt pour changer l'image désastreuse de l'armée et de la réaction guatémaltèque, ont simplement disparus. L'état de siège est une conséquence directe du développement de la guerre populaire ; il lui a été imposé au gouvernement par le peuple en guerre ; il représente donc, même si c'est un reflet à l'inverse, un pas en avant. Pour l'armée et son gouvernement il ne peut être qu'un pas en arrière.





# L'INTERVENTION DES ETATS - UNIS AU GUATEMALA

H. CASTAÑEDA

membre du CGUP

## I - INTRODUCTION

Il y a une chose certaine en ce qui concerne la position du gouvernement du président Reagan vis-à-vis de l'Amérique Centrale et des Caraïbes : il n'est pas disposé à accepter une solution qui serait contraire à ses propres intérêts.

Pour les reaganistes, les conflits politiques en Amérique Centrale sont en réalité des conflits issus de la guerre froide entre les USA et l'URSS. Ils considèrent la chute d'un dictateur comme Somoza comme une défaite pour les États Unis. Ils souscrivent pleinement à la théorie des dominos qui nie les origines propres de chaque mouvement social et les assujettit à des influences linéaires de causes à effets. «Devons-nous laisser Grenade, le Nicaragua, El Salvador se convertir en d'autres Cuba qui seraient de nouvelles têtes de pont pour les brigades armées soviétiques ?» demandait Reagan durant sa campagne. «La prochaine poussée de l'axe Moscou-La Havane s'étendra-t-elle jusqu'au Guatemala ? et ensuite jusqu'au Mexique où prenant la direction du sud, du Costa Rica et du Panama ?». Dans une entrevue postérieure accordée à la NBC news, en octobre 1980, Reagan lança un avertissement «Il est temps que le peuple américain prennent en compte que dans la théorie des dominos nous sommes le dernier jeton.

C'est l'expression de la peur et du désespoir qu'éprouve le gouvernement US devant son incapacité à contrôler, stopper et renverser les processus révolutionnaires qui se développent actuellement en Amérique Centrale.

Pour le cas particulier du Guatemala le secrétaire d'état Alexander Haig, a été

plus clair : «Que le Guatemala se retrouve dans une situation comparable à celle de El Salvador est une question de semaine ou de mois». Il fit cette déclaration au début de ce mois après la consolidation du processus unitaire guatémaltèque qui compte déjà deux expressions essentielles : l'Unité Révolutionnaire Nationale guatémaltèque (URNG), constituée par les organisations politico-militaires (EGP-FAR-ROPA-PGT, noyau de direction) et, comme l'expression la plus large de l'unité des secteurs patriotiques, populaires et démocratiques guatémaltèques : le comité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP).

Pour les États-Unis, le Guatemala a une grande importance dans le contexte centre-américain. Étant donné ses réserves de pétrole estimées à 2,5 billions de barils, l'existence de nickel, et l'importance des investissements nord-américains, Haig signalait : «il est urgent de s'occuper du problème et nous nous en occupons». Cette urgence, omet naturellement le fait que le Guatemala subit depuis l'invasion nord-américaine de 1954, un des régimes les plus répressifs d'Amérique Latine, fait reconnu par l'opinion publique internationale et américaine.

Dans leur vision pathologique du pouvoir, les reaganistes ont rationalisé l'appui à la dictature militaire guatémaltèque prétendant qu'elle était victime du communisme international et ont recouru à toutes les subtilités permises par le contrôle de l'appareil d'état pour lui apporter un soutien économique direct et croissant. De fait, la réserve pétrolière mentionnée ci-dessus estimée à 2,5 billions de barils est une donnée qui appelle à la réflexion d'autant plus que ce chiffre, rendu public à la fin 1981, est une estimation exclusive du Basic res-

source service, Inc., un consortium dont le siège est au Luxembourg et pour lequel travaille comme consultant le général Vernon Walters, envoyé spécial de Reagan au Guatemala à deux occasions l'an passé.

L'annulation des listes de matériel militaire interdites aux régimes répressifs a permis la reprise des ventes à l'armée guatémaltèque. Celle qui est qualifiée par le département d'état lui-même dans son rapport de 1980 sur les droits de l'homme, comme le support d'un régime qui viole de manière constante et à grande échelle ces droits. Évidemment ceci ne doit pas nous étonner : bien avant que Reagan occupe la présidence, Jeanne Kirkpatrick publia dans la revue néo-conservatrice «comentary» l'article intitulé «US security and Latin America» signalant que la politique des droits de l'Homme de Carter favorisait les plans du communisme international car elle ne se basait pas sur la «réalité» des sociétés latino-américaines qui sont instables par nature et qui requièrent des gouvernements «autoritaires» qui emploient une «répression modérée». D'autre part dans le document de «Santa-Fé», à la rédaction duquel participait entre autres Roger W. Fontaine, conseiller pour les affaires latino-américaines du conseil national de sécurité, plusieurs propositions montrent clairement que :

1) Les USA doivent repousser l'hypothèse erronée selon laquelle, face à des gouvernements autoritaires, ils peuvent développer et imposer facilement des alternatives démocratiques de type nord-américain ; ils doivent également rejeter l'idée comme quoi, dans de telles situations, le changement «pour soi» est inévitable, souhaitable et dans l'intérêt nord américain.

2) La politique des droits de l'hom-

me, qui constitue un concept culturel et politique relatif (...) doit être abandonnée et remplacée par une politique «non interventionniste» de réalisme politique et éthique ; c'est-à-dire en définitive :

3) Les USA devront cesser de mener en direction de leurs alliés le programme actuel de droits de l'homme appliqué inéquitablement.

Nous ne devons pas oublier que cette «récupération» politique de l'administration Reagan est le reflet fidèle d'une conception de la domination mondiale où le contrôle absolu du continent américain constitue la condition fondamentale.

La doctrine MONROË est la plus claire sur ce point et demeure la pierre angulaire historique de la politique US en Amérique Latine.

Donc dans le cas qui nous occupe — le Guatemala — cette politique de domination s'exprime à tous les niveaux de la société : économique, militaire, politique et idéologique.

## II - ASPECT ECONOMIQUE

La domination économique des États Unis sur les principaux rouages de notre économie a débuté à la fin du siècle dernier en prenant la place des capitaux allemands et anglais dans la production et la commercialisation du café. Depuis, cette domination économique était liée principalement à la production d'énergie électrique avec la Electrical Bond and share Co. (EBASCO), le transport ferroviaire avec la International Railway of central America (IRCA, filiale de la United Fruit Co. (UFCO) qui monopolisait la production bananière et, à travers elle, de grandes étendues de terres qu'elle gardait en friche.

Après l'invasion mercenaire de 1954, son espace politique renforcé dans le pays, sa pénétration économique s'amplifia et se diversifia, à cette époque existaient plus de 670 entreprises étrangères ayant des intérêts dans le pays. Cette pénétration transnationale a été renforcée par l'impulsion donnée par l'alliance pour le progrès du président Kennedy au marché centre-américain qui, finalement se transforma en un développement du marché au bénéfice de ces entreprises, au détriment des capitaux locaux.

Le marché commun centre-américain entré en crise, les intérêts du capital étranger se sont concentrés dans la production pétrolière, l'extraction du nickel et dans la récente industrie de «maquilla» dont les produits sont vendus à l'extérieur, profitant d'une main d'œuvre sous payée pour être compétitive sur le marché mondial.

## III - ASPECT MILITAIRE

La présence militaire américaine devint ouverte et systématique à partir de 1948 avec la création de l'organisation des états centre-américains (ODECA) et plus tard, au milieu des années

60 avec la constitution du conseil de défense d'Amérique centrale (CONDECA) formé par les armées du Guatemala, de El Salvador, du Honduras et du Nicaragua.

Le point culminant de cette intervention militaire fut atteint au début de 1966 lors du lancement du plan «national» de contre-insurrection avec lequel les États-Unis prétendaient anéantir la lutte du peuple guatémaltèque.

Cependant, en 1977, le gouvernement des États-Unis, devant la violation continuelle des droits de l'homme commise par la dictature, changea de stratégie en raison des pressions créées par le nouveau contexte international dans lequel ils avaient perdu l'hégémonie qu'ils détenaient en Occident depuis la seconde guerre mondiale.

Ainsi, l'intervention directe a acquis des formes nouvelles, telle la triangulation avec les alliés inconditionnels du gouvernement nord-américain et l'application de certaines mesures spéciales à l'intérieur de l'appareil d'état US lui-même.

### 1) L'aide militaire, aujourd'hui

De 1950 à 1980, le Guatemala a reçu 55.9 millions de dollars d'équipements militaires divers et entre 1957 et 1973, les États-Unis versèrent 4.4 millions de dollars pour équiper et entraîner la police qui constitue maintenant le premier corps répressif dans le pays, sous l'autorité du haut commandement de l'armée. Mais, étant donné le développement de notre lutte, il paraîtrait que ce soutien ne soit plus suffisant, que ne soient pas suffisants les 20.000 membres de l'armée, et plus de 15.000 membres de la police, groupes para-militaires et escadrons de la mort qui massacrent le peuple. Ne suffisent pas non plus les 8 tanks AMX13 munis de canons de 75 mm, les 9 hélicoptères munis de pièces d'artillerie, les 11 avions israéliens arava stol, etc. sur lesquels la dictature compte pour développer sa guerre d'extermination contre le peuple.

C'est pourquoi, bien qu'il ait suspendu l'aide militaire en 1977, le gouvernement Carter maintint divers moyens pour couvrir l'envoi d'armes à l'armée guatémaltèque comme, par exemple, la vente au comptant qui si elle ne dépasse pas 25 millions de dollars n'a pas besoin de l'aval du congrès.

«Le gouvernement des États-Unis a fourni depuis 1979 des articles militaires au régime guatémaltèque par l'intermédiaire de corporations comme Baltimore Aircraft and Arms Co., Federal Cartridge Co. et quelques autres», signalait dans une étude récente (juillet 1980) l'institut d'études politiques de Washington.

Le rapport signale une autre forme de couvrir ces ventes, c'est de les enregistrer comme des armes non militaires. «C'est ainsi qu'en 1979 les États Unis ont vendu au Guatemala 466 fusils non militaires, 575 cartouches et 3435 char-

geurs comme projectiles pour le sport et la chasse»

Mais avec l'arrivée du président Reagan, on a cherché d'autres moyens plus directs étant donné l'extrême urgence de l'action à mener pour éviter sa chute. Le problème fut partiellement réglé grâce à l'expédient douteux appliqué par le département d'état consistant à rayer les véhicules militaires de la liste des équipements militaires de laquelle nous avons fait référence.

Le 18 juin de l'année dernière, le département d'état émit une licence d'exportation de 3.2 millions de dollars pour l'achat de 100 jeeps, 50 camions militaires et des équipements de communication qui sont de précieux auxiliaires dans la lutte anti-guérilla dans un pays montagneux comme le Guatemala. De plus, ces trois dernières années, le gouvernement des États Unis a livré cinq avions A-37B («dragons volants») à l'armée guatémaltèque pour la lutte anti-guérilla et une grande quantité de pièces d'artillerie et d'armes légères. En ce moment même, il discute avec le congrès la vente de nouveaux équipements militaires et de pièces détachées pour les hélicoptères de combat d'un coût approximatif de 250.000 dollars.

### 2) L'aide militaire indirecte

Au Guatemala s'est développée une intervention militaire déguisée. La même que réalisaient les États Unis avec l'appui de gouvernements alliés. Washington a fourni des pièces de rechange pour hélicoptères de transports militaires, de l'artillerie et surtout des spécialistes en contre-insurrection.

Israël fournit des avions Arava, des fusils Galil, des équipements, et une assistance technique en communication-radio, radar, etc... Les USA procurent le parc du dit armement tandis que l'Argentine et le Chili apportent assistance et entraînement pour parachutistes et des cours de guerre irrégulière.

L'Afrique du Sud a offert des troupes spécialisées dans la lutte anti-guérilla pour assister l'armée. Des experts en matière d'intelligence militaire observent actuellement un changement notable dans la mise en œuvre et l'efficacité des services secrets guatémaltèques : les prisonniers sont maintenus en vie et interrogés. Mais la contribution sans doute la plus importante de ces services, c'est «l'analyse de résultat». Cette technique consiste en outre en une surveillance mise sur ordinateur des appels téléphoniques, des comptes d'électricité, d'eau, de gaz. Cette méthode a permis la localisation d'une maison où se fabriquaient des bombes, grâce à la consommation élevée d'électricité qui ne correspondait pas à l'usage habituel d'un lieu habité. Mais la principale source du soutien militaire à l'armée guatémaltèque est israélienne. Israël est pratiquement le seul fournisseur d'armes actuellement au Guatemala et cette politique présente un double avantage :

l'expansionnisme sioniste a besoin de développer de manière ininterrompue son industrie de guerre pour mener ses plans d'agression contre le peuple palestinien et les autres pays arabes.

En novembre 1977, par exemple, l'armée guatémaltèque a reçu de l'artillerie (mortiers, bazookas, lances-granades, etc...) de la part d'Israël et remplaça le fusil Garand MI par plus de 15.000 fusils d'assaut Galil. De plus, les installations radar composées de cinq appareils sont contrôlées et dirigées par des techniciens israéliens. D'ailleurs on peut relever la similitude avec les principes et les méthodes appliqués par Israël dans son agression vis-à-vis du peuple palestinien vu que aucune demande populaire n'est acceptée sans un coût élevé. Les massacres de Panzos, de l'ambassade d'Espagne de Chuabarito, de Chupol, etc., sont des exemples significatifs de cette technique. Ils s'appuient également sur un système de coopération agricole, type kibboutz, pour justifier la présence de l'armée dans certaines régions du pays, contrôler la population et exercer son travail d'intelligence militaire. Ces derniers jours, le chef d'état major de l'armée et frère de l'actuel président le général Benédicto Lucas Garcia reconnaissait le soutien d'Israël à la construction d'une fabrique d'armement, la première d'Amérique Centrale, autorisée l'année dernière par le congrès de la république et pour laquelle le gouvernement d'Afrique du Sud avait offert son concours. Cependant il est évident que les USA ont besoin d'une politique d'une plus grande portée c'est-à-dire considérer la situation de l'Amérique centrale comme un tout et agir en ce sens.

### 3) L'intervention multinationale

Le document de Santa Fé (mai 1980) révèle les objectifs de la politique américaine :

- Revitaliser le système de sécurité hémisphérique sur la base du traité inter-américain d'assistance réciproque (TIAR) en prenant la tête de la junte inter-américaine de défense qui s'est réunie à Washington fin 1980, afin de soutenir la longue liste de résolutions destinées à améliorer la sécurité de l'hémisphère face aux menaces externes et internes ;

- «favoriser les accords de sécurité au niveau régional». Sur ce point particulier, la création d'une armée multinationale en Amérique centrale correspond de plus en plus à une nécessité pour les gouvernements de El Salvador et du Guatemala. Les premiers contacts au plus haut niveau ont eu lieu à Tegucigalpa au mois d'août 1980 entre les présidents du Honduras, le général Policarpió Paz Garcia, du Guatemala, le général Roméo Lucas Garcia, et de El Salvador, José Napoléon Duarte. L'union représenterait une force de plus de 50.000 hommes, sans compter les forces de police, les groupes para-militaires, les escadrons de la mort, 800 blindés et

140 avions.

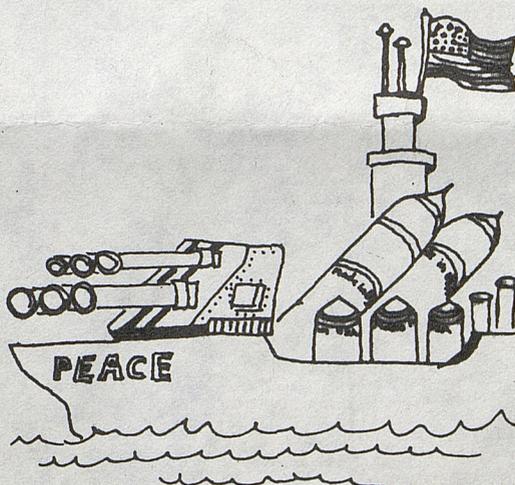
Cependant, les seules réticences à se soumettre à cette armée multinationale proviennent du Honduras. Mais ceux qui pourraient s'associer à ce projet sont les argentins : La présence à Buenos Aires du chef d'état major conjoint nord-américain, le vice-amiral Thomas Bigley, début novembre 1981, en est la manifestation diplomatique. Quelques jours plus tard le commandant en chef de l'armée argentine, le général Leopoldo Galtieri lors d'une visite aux États-Unis recevait le soutien du président Reagan s'il remplissait une série de conditions parmi lesquelles : la participation à une possible force inter-américaine contre la subversion communiste en Amérique Centrale. Maintenant, le général Galtieri est le nouveau président argentin.

Enfin, une autre étape dans cette escalade interventionniste a été la constitution de la communauté démocratique centre-américaine composée du Honduras, de El Salvador et du Costa Rica. Née le 19 janvier 1982 elle vise au maintien de la stabilité politique et militaire dans la région et à une meilleure coordination pour favoriser l'investissement du capital financier international. Sa

constitution et les tentatives similaires comme ce que l'on appelle «triangle nord» (Guatemala, Honduras, El Salvador), et «triangle stratégique» (Costa Rica, Colombie, République Dominicaine) dont le but initial a été d'obtenir l'isolement du Nicaragua.

### IV - ASPECT POLITIQUE

Sans aucun doute, le fait le plus significatif de l'intervention nord-américaine dans les affaires internes du Guatemala, c'est l'invasion mercenaire financée par la CIA en 1954. Cependant depuis lors, cette intervention a gagné chaque fois en importance. En 1963 le département d'état des États Unis, contrairement à ce que proclamait la «doctrine» de l'alliance pour le progrès, fomenta un coup d'état pour transférer aux militaires le contrôle direct de l'état. L'essor de la lutte populaire mis en évidence durant les journées de mars et avril 1962 et le mouvement guérillero naissant, les amena à commettre cette violation de la souveraineté nationale. Puis, à partir de 1966, ils obtiennent que le régime maintienne une façade démocratique par la tenue d'élections régulières tous les quatre ans qui, invariablement ont



laissé le contrôle politique aux mains des militaires. Cependant à partir de 1970, avec la présidence du général Carlos Arana Osorio, le pouvoir allait acquérir de nouvelles formes : les militaires commencèrent à se servir de l'appareil d'état pour s'enrichir et former ainsi une partie de la bourgeoisie. En clair, ils se mirent à détenir le contrôle militaire, politique et économique du pays. Ils se constitua alors une «camarilla» gouvernante composée du haut commandement militaire et de ses alliés politiques, des secteurs bureaucratiques et de la bourgeoisie. Cette «camarilla» a imposé ses conditions dans l'exercice du pouvoir et pour cela a recouru à la fraude en 1974 et 1978, même contre les intérêts de la bourgeoisie locale et du gouvernement des États Unis. C'est pourquoi, tentant de contrôler la situation, Carter suspendait l'aide militaire en 1977 mais sans grand succès : le développement de la lutte du peuple l'oblige finalement à continuer d'appuyer la dictature malgré son attitude agressive et insolente envers le gouvernement US. Le président Reagan connut la même chose. La nuit où Reagan l'emporta, l'extrême droite guatémaltèque sortit la marimba et les feux d'artifice car elle

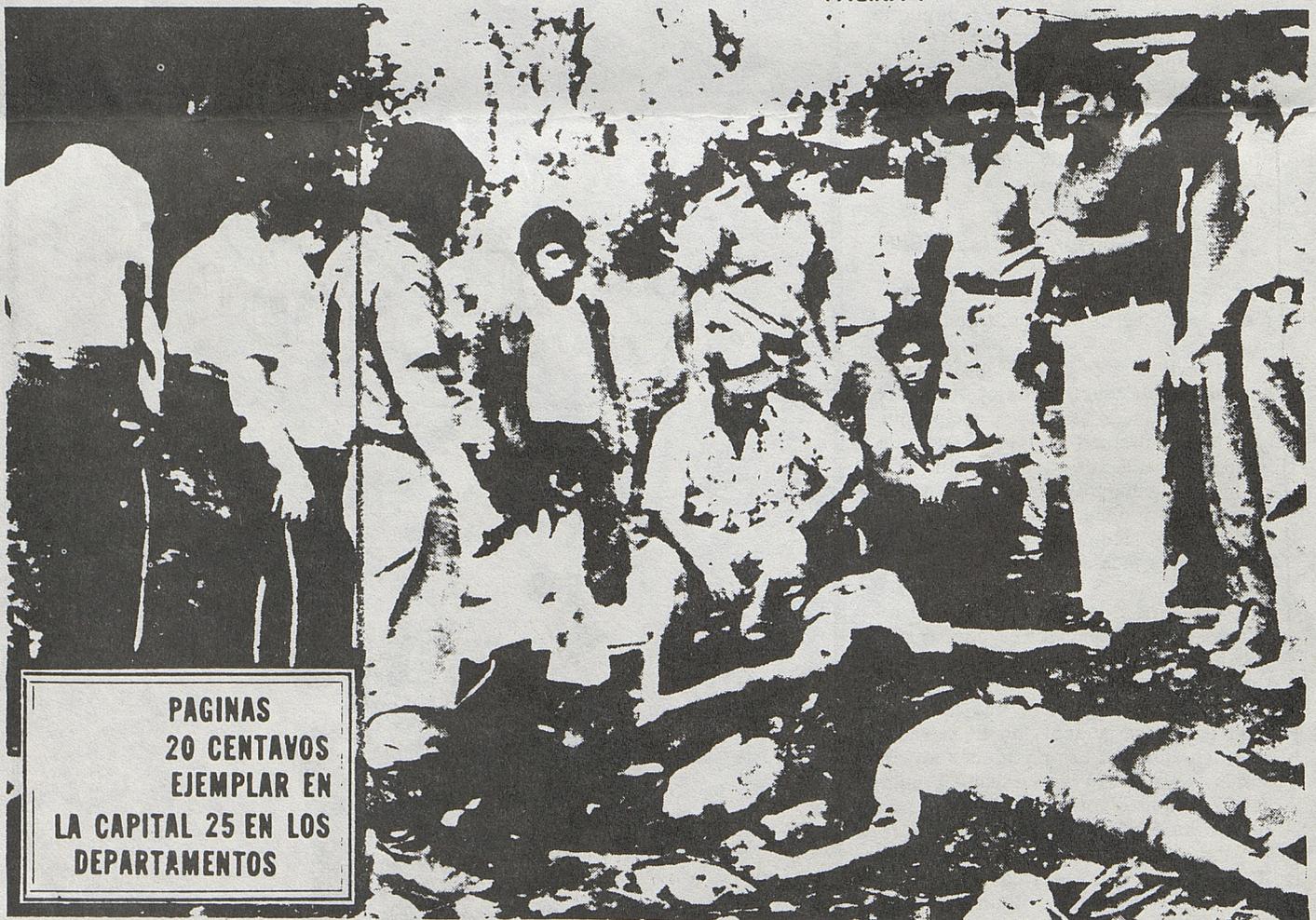
croiyait, ce qui s'est révélé juste, qu'elle avait un ami particulier à la maison blanche. Ce n'est pour aucune autre raison, que violant les lois nord-américaines, elle donna une forte somme d'argent pour la campagne républicaine ; d'ailleurs Reagan fut très clair dans son discours d'ouverture affirmant que les USA «n'abandonneraient jamais leurs amis». Cependant le mécontentement grandit. Bien que l'équipe de Reagan s'est avérée être plus favorable que celle de Carter, les demandes persistantes pour freiner la politique répressive de la dictature, continuent à affluer et les tensions sont apparues de plusieurs manières. Un journaliste nord-américain écrivait : «les alternatives auxquelles sont confrontées les États Unis au Guatemala sont peu nombreuses et désagréables. Washington a des difficultés pour arriver à une solution centriste au Guatemala, car même les démocrates chrétiens qu'ils soutiennent au Salvador, ont été décimés». Certains diplomates pensent que l'extrême droite a éliminé le centre, justement pour empêcher une solution réformiste, comme celle que les États Unis ont imposé à El Salvador avec la junte démocrate-chrétienne et qui a facilité l'appui inconditionnel au régime salva-

dorien. Nous pensons de même. Mieux, les dernières élections du 7 mars confirment ce point de vue : les militaires présentèrent leur candidat, le général Anibal Guevara, qui en août 1981 était encore ministre de la défense et donc responsable du commandement de l'armée génocidaire. Cette situation n'engendre pas de divergences majeures entre Reagan et la dictature guatémaltèque, mais cause quelques frictions. Il est clair que les stratégies américaines n'ont jamais appuyé une issue électorale qui se ferait sans l'armée, d'instrument central de la stratégie de contre-insurrection promue par les États Unis au Guatemala. Mais ce qui est certain au Guatemala aujourd'hui, c'est qu'une issue politique est de plus en plus improbable et donc que la possibilité d'une invasion de troupes sous les auspices nord américaines se rapproche : tout cela conjointement à ses échecs à El Salvador et à son agressivité grandissante envers le Nicaragua.

#### V - ASPECT IDÉOLOGIQUE

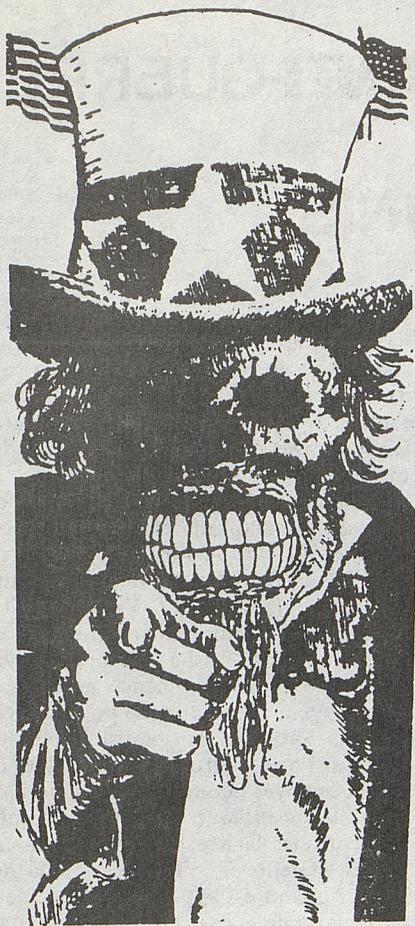
Hormis ce que nous avons déjà décrit, la pénétration imperialiste est sensible également dans les domaines de l'éduca-

PAGINA 4



PAGINAS  
20 CENTAVOS  
EJEMPLAR EN  
LA CAPITAL 25 EN LOS  
DEPARTAMENTOS

CADAVERES. — Autoridades judiciales, policas, bomberos y curiosos, observando dos de los diez cadáveres, localizados ayer en una carretera de terraceria que de San Vicente Pacaya conduce a Palín, con múltiples perforaciones de bala y algunos documentos de identidad. Información en página 6. (Foto PRENSA LIBRE, por Carlos Estrada F.)



ques comme McKenzie, Boggs and Blow, Brewster Clark, Hoxter, Patton et Deaver and Hannaford – cette dernière a travaillé pour la campagne de Reagan et son dirigeant Michel Deaver est secrétaire de Reagan. Le travail de ces entreprises, consiste principalement à

travailler les groupes de pressions aux États Unis, démentir toute accusation et insister continuellement sur le danger communiste en Amérique Centrale, utilisant les canaux des transnationales de l'information.

## EN CONCLUSION

1 - La domination des États Unis sur le continent lui est nécessaire pour rétablir son hégémonie au niveau mondial.

2 - C'est pourquoi, ils ne peuvent voir les luttes de libération en Amérique Centrale que comme le résultat de la confrontation est-ouest et proposer comme unique issue à la crise l'étouffement de la lutte du peuple.

3 - Dans ce sens ils cherchent à fournir le meilleur appui militaire, économique, politique, diplomatique et idéologique aux dictatures centre-américaines comme au Salvador actuellement et à déstabiliser la révolution nicaraguayenne.

4 - Cependant, au Guatemala ils n'arrivent à articuler aucune mesure cohérente et effective tandis qu'au Salvador ils subissent des échecs constants.

5 - Dans cette perspective, il faut s'attendre à une plus grande intervention du gouvernement Reagan en Amérique Centrale qui rend possible une invasion imminente de ses propres troupes ou de ses alliés.

6 - Une invasion de cette nature régionalisera définitivement le conflit jusqu'alors limité à El Salvador et au Guatemala.

7 - Cette régionalisation mettrait en danger la paix mondiale.

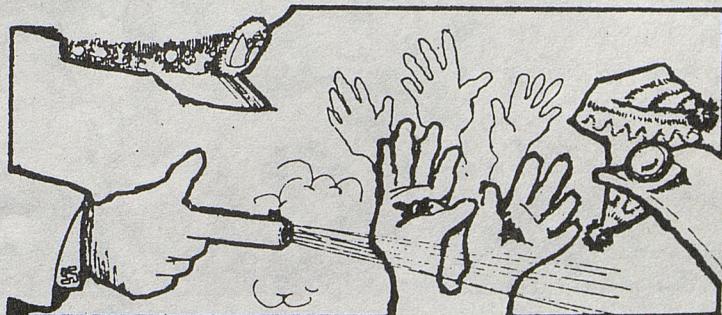
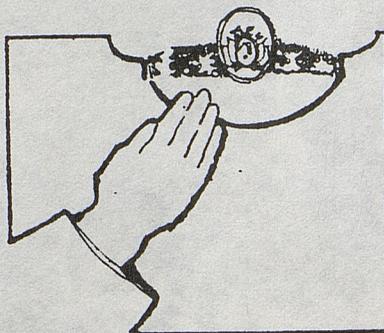
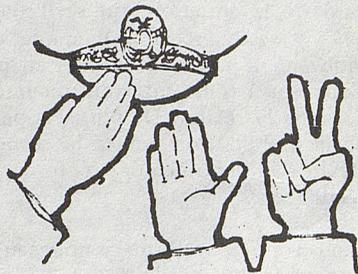
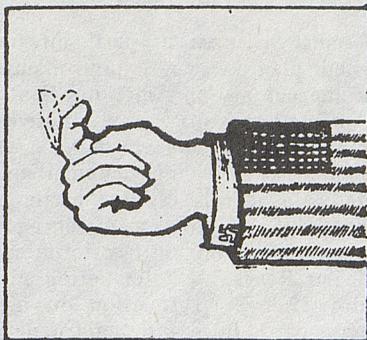
8 - Il est nécessaire d'adopter une attitude vigilante et une opposition permanente à cette aventure impérialiste.

Münster, le 19 mars 1982

tion, de la culture, de la science, etc. La conception d'une société de consommation, de gaspillage énergétique, du luxe comme preuve d'une position sociale, etc. nous a été imposée petit à petit. Aujourd'hui tous les média sont manipulés pour occulter, désinformer, notre lutte. On sait mieux comment on nous réprime que comment nous luttons, pourquoi nous le faisons et ce que nous poursuivons par cette lutte. Un autre article serait nécessaire pour le faire.

Dans ce domaine, deux fronts ont été créés : le front interne, la chambre terne. Sur le front interne, la chambre des journalistes du Guatemala contrôle les principaux média ; il ne reste aux journalistes que deux possibilités : se vendre ou mourir, ou, avec de la chance, fuir du pays. Ces dernières années plus de 46 journalistes ont été assassinés et beaucoup sont à l'étranger. Le même traitement est réservé aux correspondants étrangers. De plus, le gouvernement et le secteur privé ont lancé une campagne massive de saturation de tous les média semblable à une sorte de «terrorisme publicitaire».

Sur le front international, principalement nord-américain, «l'association des amis du pays», un groupe d'entrepreneurs aidés par les États Unis à travers une organisation fondée par eux et quelques investisseurs nord-américains, dénommée «Guatemalan Freedom Foundation» assurent la propagande. De plus ont été contactés, utilisés, les services de plusieurs entreprises de relations publi-



# UN NOUVEAU MOUVEMENT ANTI-GUERRE EST NE AUX ETATS-UNIS

En Mai 1981, 100.000 personnes sont descendues dans la rue pour protester contre l'intervention U.S. au Salvador et en Amérique Centrale. Ce fut la plus grande mobilisation anti-guerre qu'on ait vu aux États-Unis depuis dix ans. Le 27 mars 1982, 40.000 personnes ont manifesté à Washington derrière une banderole du FDR. On n'a jamais vu une manifestation importante aux États-Unis contre la guerre du Vietnam avec un drapeau vietnamien à sa tête. Le 12 juin 1982 a marqué un saut qualitatif dans la mobilisation anti-guerre lorsque à New-York un million de personnes ont marché en protestation contre la course aux armements nucléaires dirigée par Reagan. Ce fut une des plus grandes manifestations politiques dans l'histoire américaine.

De même que le soutien des États-Unis aux régimes militaires sanglants

guatémaltèques est une partie intégrante de leur plan d'ensemble pour maintenir leur hégémonie en Amérique Centrale, de même l'opposition aux tentatives de l'administration Reagan visant à aider directement le régime guatémaltèque à écraser la guérilla est une partie intégrante de ce mouvement anti-guerre croissant. Évidemment la priorité accordée par Reagan à l'intervention au Salvador évaluée en fonction du niveau atteint par la lutte anti-dictatoriale provoque une plus grande sensibilité à l'égard de la situation qui sévit dans ce pays. Cependant la dynamique de ce mouvement consiste de plus en plus à s'opposer à toute intervention américaine dans la région. De plus, l'apparition de la mobilisation contre les armes nucléaires va certainement renforcer cette tendance.

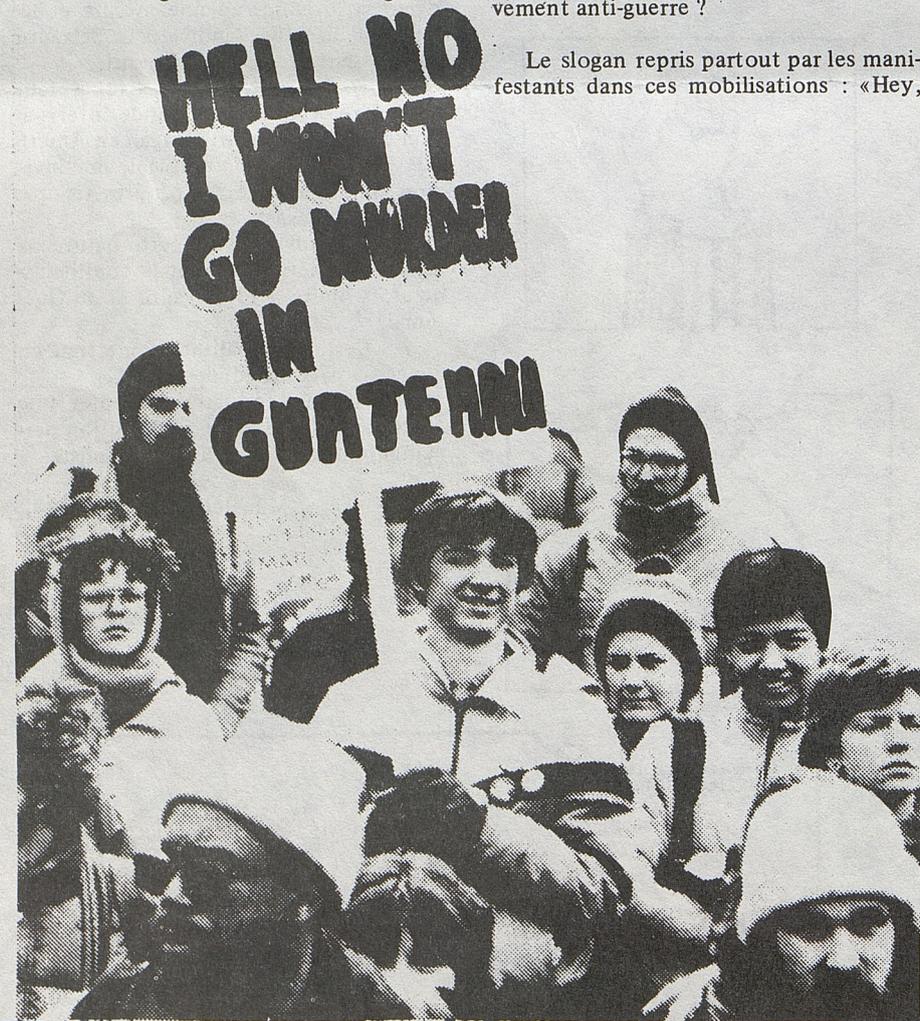
Quels sont les traits de ce nouveau mouvement anti-guerre ?

Le slogan repris partout par les manifestants dans ces mobilisations : «Hey,

Hey Uncle Sam we remember Vietnam !» (hé! hé! oncle Sam, nous nous souvenons du Vietnam!) («traumatisme du Vietnam») dans la formation et le caractère de ce mouvement. Malgré toutes les tentatives de Carter (sa politique démagogique des droits de l'Homme ; la manipulation des otages en Iran) et de Reagan (sa campagne électorale, son offensive sur la valeur stratégique de l'Amérique Centrale, selon lui «plus importante que celle du Vietnam»), les administrations nord-américaines successives n'ont pas réussi à éliminer ce «syndrome» dans la conscience de l'américain moyen. Cela explique pourquoi ces actions anti-interventionnistes ont eu lieu *avant* que les troupes américaines ne soient envoyées combattre en Amérique Centrale, *avant* que la moindre bombe n'ait pu être lâchée. Les troupes américaines étaient au Vietnam depuis des années quand est apparu un mouvement anti-guerre de masse. Les gens sont conscients que leur protestation contre l'intervention U.S. a joué un rôle significatif pour l'arrêt de la guerre au Vietnam et ils savent qu'ils ont la capacité de renouveler ce type de mobilisation.

Bien sûr, ce réflexe idéologique, cette méfiance envers le gouvernement, n'est pas purement spontané. Un mouvement de plusieurs millions de personnes comme celui qui s'est mobilisé de 1968 à 1975 laisse des acquis concrets et précis: il a permis l'engagement politique d'une nouvelle génération (surtout parmi les jeunes et les étudiants, mais aussi dans toutes les couches sociales et les minorités). La gauche organisée s'est renforcée et plusieurs institutions influentes dans la sphère idéologique (universités, instituts de recherche, journaux) ont élaboré des travaux considérables qui éclairent la nature des injustices commises par l'impérialisme U.S. dans tous les coins du globe. La communauté des intellectuels et des artistes de gauche, marginalisée et presque réduite à néant à l'époque du McCarthisme a commencé à exercer un rôle critique non négligeable dans la vie du pays.

Étant donné le rôle et l'influence des mass-media aux États-Unis (en l'absence d'un mouvement ouvrier politiquement indépendant des partis bourgeois qui pourrait fournir une source idéologique et des références politiques alternatives) ces prolongements de la période précédente sont importants. Les relations en-



tre les journalistes américains qui ont suivi les événements dans la région et l'administration Reagan se détériorent. Les autorités de Washington accusent ces journalistes de «partialité».

Non seulement la réponse post-Vietnam à l'intervention en Amérique Centrale a été plus rapide mais aussi plus politique. Lou Asner (une vedette de télé, «Lou Grant») a organisé un comité qui a versé 25.000 dollars directement à l'opposition salvadorienne. Ce type de fait n'est pas sans signification — aujourd'hui il y a beaucoup plus d'identification avec les objectifs de l'ennemi de l'impérialisme U.S.

Il y a 15 ans le Cardinal Spellman donnait la bénédiction aux armées américaines engagées dans la guerre du Vietnam. Récemment la conférence des évêques a dénoncé le soutien U.S. à la Junte salvadorienne. Les églises (catholique, protestante et autres) sont partout présentes dans les mobilisations. Partiellement c'est une conséquence du Vietnam mais il y a aussi des éléments spécifiques qui ont joué. En Amérique Centrale des secteurs de l'Église, y compris des missionnaires américains, luttent avec le peuple contre les dictatures. En quinze mois, entre 1980 et 1981, 12 prêtres ont été assassinés au Guatemala. On est loin du Vietnam où le catholicisme était imposé par l'envahisseur et où l'Église était complètement en dehors de la lutte pour la libération nationale. L'ampleur de la mobilisation chrétienne est compréhensible lorsque la Junte salvadorienne est complice du viol et de l'assassinat de 4 religieuses américaines. Par ailleurs, quand la société de Jésus est attaquée au Guatemala, c'est la même organisation qui répond aux États-Unis : les liens organisationnels jouent aussi. Un autre facteur important est à prendre en compte : 25% des croyants aux États-Unis sont Hispano-Américains. A l'heure actuelle, les Églises participent aussi au mouvement contre les armes nucléaires. L'évêque de Seattle a refusé de payer 50% de ses impôts en signe de protestation contre les armes nucléaires.

Pendant la guerre au Vietnam, nous avons pu assister aux premiers pas de l'opposition naissante des syndicats. Aujourd'hui, 14 syndicats nationaux s'opposent à l'aide américaine au Salvador. Bien qu'ils restent très minoritaires, des syndicalistes ont participé à toutes les manifestations récentes. Cette évolution est liée aux effets de la récession économique — plus de 10 millions de chômeurs, une baisse brutale du pouvoir d'achat, la diminution des programmes sociaux. Quelques secteurs commencent à se demander comment le gouvernement peut dépenser des milliards pour appuyer ces régimes sanglants tandis que les masses américaines sont frappées

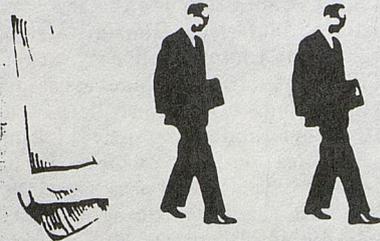
par l'austérité.

Les jeunes constituent souvent la majorité écrasante des militants actifs et des manifestations. Ce n'est pas étonnant : comme durant la guerre du Vietnam, ce sont eux qui versent leur sang pour Oncle Sam. Des centaines de milliers de jeunes ayant atteint l'âge de la conscription ont refusé de se faire enregistrer quand Reagan a réintroduit l'année dernière une liste de pré-conscription. A l'heure où nous écrivons cet article, les premières informations nous parviennent que le gouvernement américain va attenter quelques procès «exemplaires» contre ces jeunes.

Les Noirs, Chicanos et autres minorités, déjà fortement touchés par les effets de la politique économique de Reagan s'identifient d'autant plus au mouvement anti-guerre. En effet, ce sont surtout les jeunes Noirs et les jeunes Chicanos qui ont payé de leur sang la guerre du Vietnam.

L'ampleur du mouvement touche même la Chambre des Représentants (Chambre basse de la branche législative). Ainsi, au début du mois de mars, 104 représentants (sur 435) ont adressé une lettre à Reagan, lui priant d'accepter les propositions mexicaines en faveur d'un règlement négocié au Salvador. Le 17 mars, la Chambre a approuvé à une majorité écrasante (396 voix) une résolution appelant à l'ouverture de négociations au Salvador. Cela reflète aussi un débat entre les divers secteurs des partis

## LE GUATEMALA



bourgeois : tous sont d'accord sur la nécessité d'arrêter le processus révolutionnaire mais leurs démarches diffèrent quant à la réalisation de ce projet. La force ou la faiblesse du mouvement anti-guerre et les dangers qu'il représente dans la remise en question de toute la politique de Reagan sont des éléments importants.

Reagan lui-même, sans modifier d'une ligne sa stratégie de soutien à l'écrasement des forces révolutionnaires,

essaie de «ménager» l'opinion publique américaine en promouvant un plan économique pour la région et la recherche d'une solution «démocratique» telle que des élections. Ces petits changements de «présentation» témoignent de l'importance de l'impact du mouvement anti-guerre.

La manifestation géante du 12 juin 1982 ouvre une nouvelle perspective au mouvement de solidarité avec l'Amérique Centrale. Bien que les cortèges protestant contre les guerres actuelles soutenues par l'impérialisme U.S. en Amérique Centrale et ailleurs aient été assez petits, le sentiment d'opposition à la politique belliciste de Reagan était partagé très largement par les participants. L'audience potentielle dans laquelle on peut construire un mouvement militant de solidarité, y compris avec le Guatemala, est beaucoup plus large depuis le 12 juin. Reagan lui-même stimule la conscience américaine à combiner la question de l'intervention en Amérique Centrale avec la course aux armements, quand il parle de la menace soviétique en Amérique Centrale. Les gens mobilisés contre la course aux armements peuvent percevoir que les dépenses pour la Force Rapide de déploiement (Rapid Intervention Force), organisée spécifiquement pour intervention dans les régions comme l'Amérique Centrale, sont bel et bien une partie intégrante du budget militaire — un budget plus important que pendant toute la guerre au Vietnam. En tout cas, la force nucléaire américaine (et de ses alliés) est un facteur toujours présent dans les pressions exercées en Amérique Centrale — surtout avec le développement des armes nucléaires «tactiques» (bombe à neutrons etc).

Un orateur, Winona La Duke, représentante des Indiens Américains a bien exprimé le sentiment que partagent beaucoup de manifestants présents au rassemblement du 12 juin :

«Que ce soit au Guatemala ou dans les camps de réfugiés palestiniens, nous devons nous opposer à tout génocide — génocide nucléaire ou génocide conventionnel — de tout être humain ou de toute chose vivante.»



# "Israel proporciona asistencia militar"

● **Afirma el jefe del estado mayor del ejército, general Benedicto Lucas García**

GUATEMALA, noviembre 20 (DPA). El jefe del Estado mayor del ejército de Guatemala, general Benedicto Lucas, dijo hoy que Guatemala recibe asistencia militar de Israel, "un país pequeño, pero que se ha agigantado en el mundo".

Hablando con los corresponsales de agencias noticiosas sobre la situación del ejército guatemalteco, el general Lucas descartó la necesidad por ahora de un ente militar del llamado



● **GENERAL BENEDICTO GARCÍA:** "Si quieren luchar contra el ejército, que nos den frente".

Trípulo (Nombre de Centroamérica): Guatemala, El Salvador y Honduras.

Exhibo que Guatemala pide una de las cosas para oficiales mejor organizados y el entrenamiento de sus tropas selectas, los "kibbutz" (que para el Dios de la guerra de los hebreos) no tiene nada que envidiar al sistema de los llamados "binas verdes" (Green berets).

Añadió que Guatemala recibe asistencia militar de Israel "país que hemos admirado. Consideramos al israelita el mejor soldado del mundo hoy en día y en el tomamos su ejemplo".

La amistad entre Guatemala e Israel data desde el nacimiento del estado judío, pues un guatemalteco, Jorge García Granados, era el embajador de Guatemala en las Naciones Unidas cuando se discutió la creación del estado israelita y fue uno de los miembros de la comisión organizadora que luego de largos estudios lo propuso al pleno y fue aceptado.

Tanto el presidente Romeo Lucas García como el general Benedicto Lucas García son familiares de García Granados y un hijo de éste es el actual secretario general de la presidencia.

## ISRAEL, PRINCIPAL FOURNISSEUR DE LA DICTATURE

spécialistes travaillent en tant que «conseillers» et instructeurs.

### *Le Coopérativisme comme méthode contre-insurrectionnelle*

Le gouvernement et l'armée guatémaltèques s'efforcent de contrôler et de confondre le peuple guatémaltèque au moyen d'actions limitées à caractère social, entourés d'une intense propagande: par exemple, l'Action Civique de l'armée, les plans coopérativistes, les programmes d'alphabétisation, les distributions de terres, etc...

Selon le gouvernement et les théoriciens de l'anti-insurrection, les coopératives constituent l'une des méthodes politiques les plus importantes dans la lutte contre les mouvements populaires. Israël a ainsi prêté ses conseils à la Direction Générale des Services Agricoles (DIGESA), en ce qui concerne les programmes militaires appliqués dans des régions agricoles. Les techniciens israéliens donnent des cours de planification de développement rural et régional, en vue de former des techniciens de «haut niveau» pour développer des programmes dans la Frange Transversale du Nord. Cette région développée par les grands propriétaires terriens, les hauts chefs militaires et les multinationales pétrolières pour en extraire les richesses, est justement la région qui subit la répression la plus féroce. Ce projet politique, économique et militaire est soutenu par l'organisme nord-américain A.I.D.

Dans le cadre de ces plans anti-insurrectionnels, Israël a particulièrement soigné son assistance aux coopératives style kibboutz. Le directeur de l'Institut National des Coopératives (INACOP) est le colonel d'aviation Fernando Castillo Ramirez qui a reçu en Israël des cours sur le coopérativisme en 77, et qui est comme par hasard un des pilotes spécialistes du maniement des avions Avara !

Le gouvernement et l'armée guatémaltèque justifient ainsi leur présence dans certaines régions du pays. Ils en profitent pour recruter des informateurs et pénétrer la population dans le but de créer de fausses expectatives pour les paysans, et ainsi freiner le soutien populaire au mouvement armée. Les régions

En 1976, Carter, au nom d'une sois-disant politique des droits de l'homme, arrête les fournitures d'armes nord-américaines au Guatemala. Il faut pourtant donner au gouvernement guatémaltèque les moyens de sa répression, car il n'est pas question de permettre à la résistance populaire d'en profiter. Israël, allié principal des USA, en plein expansionnisme militaire, cherchant des débouchés extérieurs pour ses industries d'armes depuis 73 prend la relève. Israël devient bientôt le principal fournisseur des dictatures centre-américaines. Salvador, Guatemala, Nicaragua sous Somoza, Honduras deviennent ses meilleurs clients. D'après l'Institut International de Recherches pour la Paix de Stockholm (le SIPRI), Israël a fourni à Somoza 98% de ses besoins en armes. Entre 72 et 77, le Salvador achète 80% de son armement dans ce pays. Tout cela représente 15% des exportations totales d'Israël.

### *Des armes en tous genres*

Une des «réussites» d'exportation est l'avion «Arava», conçu pour le travail de contre-insurrection car il peut décoller et atterrir sur de courtes distantes. Entre 72 et 77, le Salvador achète 25 Arava, et le Guatemala 15. En novembre 77, l'armée guatémaltèque reçoit des mortiers, des bazookas, des lance-grenades. Pour

remplacer les fusils Garand M-1, le gouvernement guatémaltèque achète 50.000 fusils GHALIL, pour lesquels les USA fourniront 5 millions de cartouches.

### *Des guatémaltèques en Israël*

Plusieurs hauts fonctionnaires guatémaltèques se sont rendus en Israël. L'ex-ministre de l'intérieur, Donaldo Alvarez Ruiz, chef de toute la police s'y est rendu en 80 pour obtenir une assistance plus importante et des conseillers sur le plan des méthodes répressives. Ruth Betariz Chicas de Sosa, ex-secrétaire du Bien-Etre Social sous Lucas Garcia et Leonel Giron, économiste agricole, auteur du projet 520 - T 026 FTN de l'Institut National de Transformation Agraire (INTA) se sont rendus en Israël pour «y recevoir des informations».

### *Des Israéliens au Guatemala*

Des «spécialistes» israéliens ont travaillé à l'établissement d'un centre électronique de traitement de l'information pour le service de renseignements militaires (G-2 de sinistre réputation). Ces

du «Coopérativisme Agricole» sont celles qui ont subi les plus grands massacres perpétrés par l'armée.

**Le chef d'État-Major  
des Armées : «Israël nous aide»!**

Dans une interview au journal El Grafico du 20 novembre 1981, le Général Bénédicte Garcia, ex-chef d'État Major des armées guatémaltèques, frère du dictateur de l'époque, affirmait : «Israël nous apporte une aide militaire», et d'ajouter : «Israël est un pays que nous admirons beaucoup. Le soldat israélien

est le meilleur du monde, et nous voulons suivre son exemple».

**la GPR !**

Pourtant, malgré tout ce soutien d'Israël, des USA et d'autres comme le Chili et l'Argentine, la Guerre Populaire et Révolutionnaire (GPR) progresse. C'est pourquoi, on peut s'attendre à un rétablissement des fournitures de matériel de répression de la part des dirigeants nord-américains, aidés de leur

allié, Israël.

\*\*\*\*\*

*références*

El Grafico du 10 novembre 1981.  
«Under The Eagle», par Jenny Pearce, éditions Latin America Bureau, Londres.  
«L'ingérence d'Israël au Guatemala», une publication de l'ORPA.



**DEVINETTE :**

*Quel est le point commun entre les gens qui ont dit :*

- 1—«Les maladresses chroniques et l'impuissance qui ont pour résultat un relâchement général des liens de la société civilisée, peuvent (...) requérir l'intervention d'une nation civilisée, et dans l'Hémisphère Occidental (c'est-à-dire en Amérique Latine NDLR) (...) inciter les États Unis (...) à l'exercice d'un pouvoir de police international».
- 2—«Le jour n'est pas lointain qui verra le drapeau américain, en trois points équidistants, marquer notre territoire : un au Pôle Nord, un autre au Canal de Panama, et le troisième au Pôle Sud. L'hémisphère entier sera nôtre de fait, comme en vertu de notre supériorité de race, elle est déjà nôtre moralement».
- 3—«En 1950, l'officier Jacobo Arbenz vint au pouvoir, et par ses actions, créa bientôt la forte suspicion qu'il n'était qu'une poupée manipulée par les communistes au Guatemala».

- 4—(Les US Marines viennent d'envahir Saint Domingue)  
«La nations américaines ne peuvent, ne doivent pas et ne permettront pas l'établissement d'un autre Gouvernement Communiste dans l'Hémisphère Occidental. (...)  
Notre but (...) en respectant les grands principes du système inter-américain, est d'aider à empêcher la création d'un autre état communiste dans l'Hémisphère. La forme et la nature d'un gouvernement dominicain libre, je vous l'assure, est une question interne au peuple dominicain, mais nous savons quelle sorte de gouvernement nous espérons voir dans la République Dominicaine. Nous espérons voir un gouvernement librement élu par la volonté de tout le monde».

- 5—«Je ne suis pas d'accord avec l'aide que nous avons fournie au Nicaragua, car je pense que nous avons l'illusion que nous aidions à empêcher un gouvernement vraiment de gauche

de se former... Je crois que nous voyons ici l'application de la théorie des dominos... et je pense qu'il est temps que le peuple des États Unis se rendent compte... que le dernier domino, c'est nous !»

- 6—«Des gouvernements de type civil-militaires au Salvador sont les protections les plus efficaces contre la pénétration communiste en Amérique Latine».

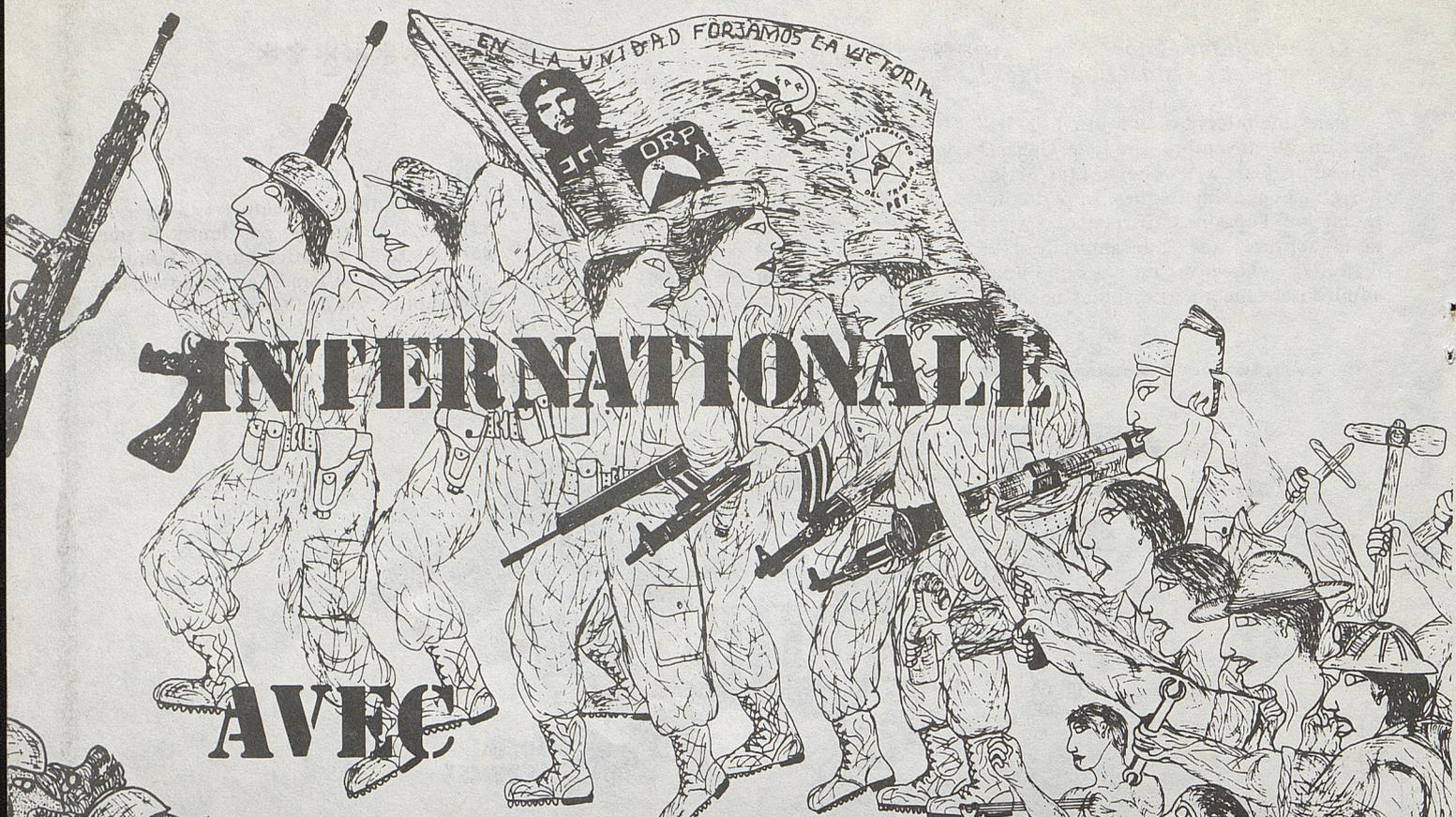
.....

**RÉPONSE**

*Les gens qui ont dit ces paroles étaient tous président des États Unis lorsqu'ils les ont dites.*

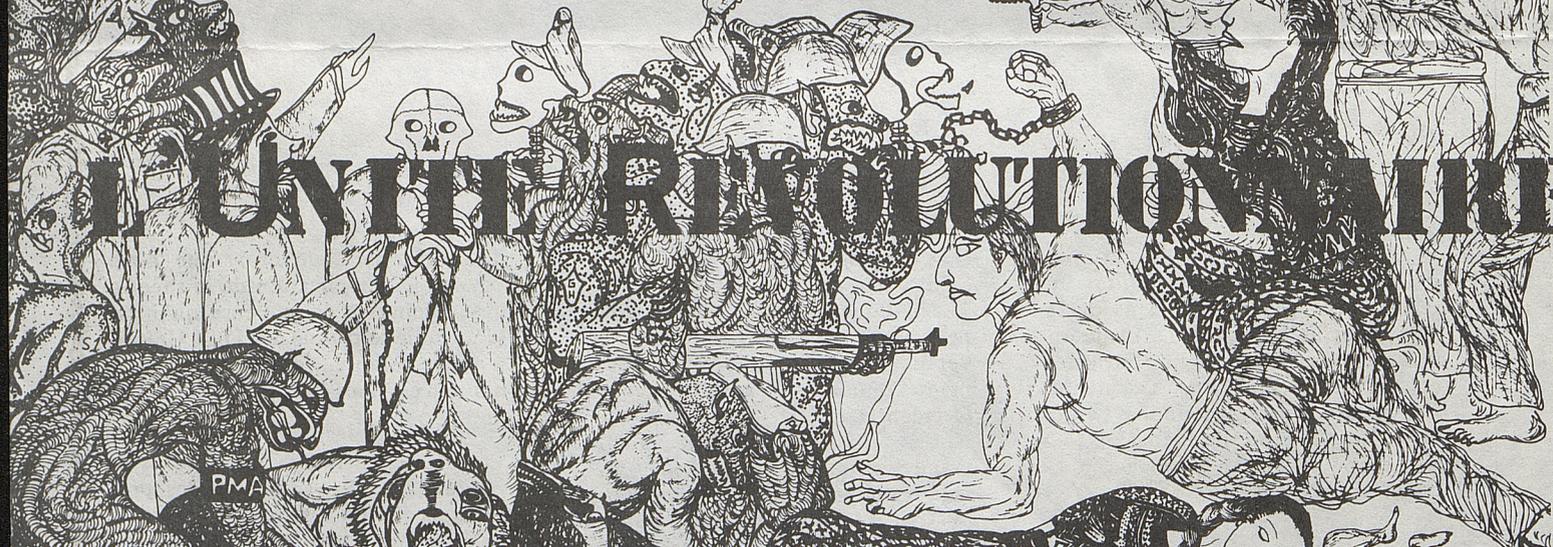
- 1: Théodore Roosevelt en 1904.
- 2: William Howard Taft en 1912.
- 3: Dwight Eisenhower.
- 4: Lyndon Johnson, sur radio et TV, 2 mai 1965.
- 5: Ronald Reagan en septembre 1980.
- 6: J. F. Kennedy, 1961.

**SOLIDARITE**



**INTERNATIONALE**

**AVEC**



**LA UNITÉ REVOLUTIONNAIRE**



**LA PAIX ET LA LIBERTE**